

## UNION POUR VERSAILLES

## La sécurité : un préalable pour assurer notre qualité de vie

**A**lors que Versailles se trouve sous les feux de l'actualité en raison des nombreuses manifestations d'importance internationale qui se déroulent tant au Château qu'en ville, la sécurité de nos concitoyens et de ces manifestations reste une priorité dans l'action municipale, en concertation et en appui des services de l'État.

Qu'il s'agisse de l'organisation de grands événements culturels ou sportifs, dont les prochains Jeux Olympiques et Paralympiques constitueront le point culminant, ou plus habituellement de la présence de chefs d'État ou de hautes personnalités françaises et étrangères, la Ville et les Versaillais en mesurent bien l'honneur tout en en subissant les désagréments en termes de restrictions de circulation et de stationnement, voire de présence de foules qu'il convient de maîtriser. Les moyens de la Ville sont alors lourdement mis à contribution et en constituent plus que jamais, avant de faire appel à ceux de l'État ou

de sociétés privées, la jauge de faisabilité. C'est ainsi que le désir légitime tant de nos concitoyens de « faire la fête », que de notre pays de se mettre en valeur par la démonstration de l'excellence du patrimoine versaillais, doit rester dans des limites raisonnables, à la mesure des efforts que nous pouvons consentir.

Par ailleurs, même si notre ville reste un îlot de calme dans un environnement de plus en plus instable et incertain, la vigilance s'impose, alors que des exemples récents nous montrent qu'il suffit de quelques individus déterminés pour perturber gravement la paix publique. Versailles n'échappe pas à la recrudescence de la consommation de produits stupéfiants constatée dans notre pays depuis trois ans ; ce phénomène peut paraître banal ou relever simplement d'enjeux privés, mais chacun doit être conscient qu'il entraîne dans son sillage une délinquance de tous types, génératrice de désordres dans le domaine public, de violence routière et de situations susceptibles de mettre en danger la vie d'autrui.

L'action des forces de police et de la justice requiert d'être précédée pour chacun de nos concitoyens d'un sens accru de la responsabilité individuelle et collective.

À cet égard, la Ville conduit un programme de renforcement de sa police municipale qui se traduira au début de l'année 2025 par le déménagement de la direction de la Sécurité de son siège actuel, prestigieux mais peu adapté à ses missions, près de la gare Rive-Droite vers la rue des Chantiers. Au-delà d'une simple opération immobilière, ce déménagement permettra à nos agents de disposer de locaux plus spacieux, aux aménagements adaptés à leurs besoins fonctionnels (bureaux, armurerie, vestiaires...) et permettant un meilleur accueil du public. Un Centre de Supervision Urbaine rénové et modernisé abritera une équipe d'opérateurs renforcée, correspondant aux besoins de veille et d'exploitation des 157 points de vidéo surveillance de la ville. Le réseau routier urbain permettra à nos agents d'atteindre tout point de la ville dans les meilleurs délais.

La majorité municipale

## EN AVANT VERSAILLES

## Quand la démocratie municipale est en danger !

**V**ous avez pu constater que notre groupe politique s'est abstenu de publier une Tribune dans le magazine de septembre.

Ce silence est parfaitement symbolique de l'incapacité politique dans laquelle nous place volontairement la majorité municipale.

Vous avez voté pour notre groupe ou celui de la municipalité régnante mais tout cela n'est que théâtre digne de Molière et de son œuvre Tartuffe. Nous n'avons aucun pouvoir et même avec de la bonne volonté en cas de proposition intéressante le Maire ne voudrait pas s'abaisser à obtempérer à des élus qui n'appartiennent pas à son clan sous son contrôle.

Tout est décidé à l'avance, tout est conçu sans discussion.

N' imaginez pas un conseil municipal où des échanges constructifs pourraient permettre de faire avancer notre ville. Non tout cela n'existe pas et rien de bien intéressant ne ressort d'un travail municipi-

pal stérile et parfaitement contrôlé.

Aucun élu qu'il soit issu de la majorité ou de la minorité n'a son mot à dire. Le Maire décide seul. Du reste ce marasme démocratique touche tout autant les élus minoritaires que les élus de la majorité tétanisés par les retours de bâton qu'une potentielle intervention courageuse pourrait susciter. Le conseil municipal est devenu un faux semblant de démocratie où les quelques élus minoritaires essaient d'esquisser un travail constructif face à des élus de la majorité dont le silence les transforme en des pantins votant ou des décors de fonds de scène.

David Lisnard maire de Cannes avait alerté en avril dernier dans un tribune au Figaro sur le fait que « *Les démissions d'élus locaux atteign(ai)ent un niveau jamais vu* ».

Il avait raison. Des élus de la majorité ou minoritaire ont déjà démissionné à Versailles lassés de ce jeu de dupe pathétique à l'œuvre lors des conseils municipaux.

Tout cela ne serait pas grave si les moments que nous vivons n'étaient pas historiquement difficiles. Les Français et les Versaillais sont en demande de démocratie, de

vraie démocratie, pas d'ersatz.

Il est bien dommage que Versailles n'échappe pas à cette situation de déni de démocratie qui jour après jour diffuse inlassablement ses métastases dans tous les rouages de la société.

A Versailles, vous pouvez compter sur vos élus pour ne rien lâcher et être à vos côtés le ferment de la résistance.

Les élus du Groupe en Avant Versailles,  
Fabien Bouglé, Céline Jullié et Jean Sigalla

AVERTISSEMENT : ces textes sont des tribunes librement ouvertes aux groupes qui composent le Conseil municipal. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

## VIVRE VERSAILLES - ÉCOLOGIE CITOYENNE

## L'appétit vient en mangeant

Dans le numéro de septembre, la majorité municipale avait fait le choix, bienvenu, de consacrer un dossier de rentrée sur la pause méridienne dans nos écoles avec notamment une focale sur la restauration scolaire. En tant que parent, et comme tant d'autres, ce sujet suscita mon intérêt et j'espérais y trouver des réponses concernant l'état des lieux et la politique menée par la ville à ce sujet.

Car en la matière, la réalité est difficile à saisir puisqu'elle est fondée sur les témoignages de nos enfants et des autres parents; et les goûts et les couleurs c'est une affaire personnelle. Il reste néanmoins cocasse de constater que lorsque la ville met en avant "une restauration bio, locale et de qualité", comme c'est le cas sur son site web, était proposé le jour même de la rentrée un sandwich à l'emmental, des chips, du cantal - au cas où le fromage du sandwich n'était pas suffisant - et un fruit. Lorsqu'on apprend qu'un repas coûte 12 euros en moyenne à la collectivité, il y a de quoi avoir quelques

gouttes de sueur, surtout avec les fortes chaleurs des premiers jours de la rentrée...

Fort heureusement, les menus proposés les jours suivants étaient bien plus alléchants et élaborés. Et de l'avis de certains délégués de parents d'élèves qui participent activement aux différentes commissions en lien avec la restauration scolaire et impliquant les différents acteurs, le contenu du dossier reflète assez bien la réalité du terrain. De plus, il y a une intention et des efforts réels de la ville et des équipes municipales pour contribuer à une alimentation de qualité et appréciée des enfants.

Cependant, la prestation de restauration scolaire est externalisée à une entreprise de restauration collective avec une livraison froide des repas. Ce qui signifie une production en cuisine centrale des plats, loin de Versailles, qui sont réfrigérés puis livrés et préparés dans les écoles. La conséquence de ce type de livraison est une moindre qualité gustative notamment, un approvisionnement en fruits et légumes de qualité aléatoire ou encore une faible incitation pour

lutter contre le gaspillage alimentaire du côté du prestataire.

Il existe pourtant des alternatives, comme la production de repas en interne ou l'adoption d'une cuisine de marché où la disponibilité des produits inspire l'élaboration des menus et non l'inverse, comme c'est le cas aujourd'hui. Or cela nécessite de s'affranchir de contraintes spatiales et/ou logistiques qui, aujourd'hui, paraissent insurmontables, à moins d'élaborer un plan pluriannuel pour un projet alimentaire local et durable.

Cette vision de long terme manque à notre ville et notre groupe Vivre Versailles souhaite la cultiver en lançant ici les états généraux de la restauration scolaire sur notre territoire, avec une méthode, inspirée de la convention citoyenne pour le climat. Contactez-nous pour y participer.

Texte de Moncef - Liste Vivre Versailles  
élu.es Marie Pourchot & Moncef Elacheche  
contact@vivreversailles.org  
www.vivreversailles.org

## ENSEMBLE VIVONS VERSAILLES

## Pour une démocratie locale plus équitable

Pour faire face aux crises avec agilité, il est essentiel que les acteurs de terrain aient le niveau de délégation approprié. Mais la liberté que donnent des moyens accrus a pour contrepartie la responsabilité et la transparence. La décentralisation doit s'accompagner d'une clarification des responsabilités entre les collectivités territoriales et d'un renforcement des compétences et des organes de contrôle.

Premiers recours pour les citoyens sur des sujets conflictuels, les élus minoritaires sont parfois bien seuls pour les traiter. Certaines villes sont le théâtre de méthodes d'intimidation (absence de boîtes aux lettres et d'adresse de messagerie de la ville, transmission de documents au dernier moment, mépris affiché pendant les débats, non réponse aux questions diverses et courriers, procès...). Au point qu'un collectif transparent s'est constitué dans les Yvelines afin de leur apporter soutien et protection. Des propositions d'amélioration de la démocra-

tie locale ont été présentées aux candidats à l'élection sénatoriale. Sans compromettre la nécessaire stabilité du Conseil municipal, une révision de la prime majoritaire (à 25 % vs 50 % comme c'est le cas pour les Conseils régionaux ?) contribuerait à favoriser l'émergence d'une culture du compromis. Les moyens matériels (équipement informatique, boîte aux lettres, local, indemnités), de communication (messagerie, cartes de visite, intégration au moment de l'« installation », espace d'expression suffisant dans le magazine local et sur le site internet) et la protection juridique devraient être les mêmes pour tous. La Préfecture devrait remplir de manière plus serrée sa mission de contrôle administratif et du respect de la loi. Le retard dans l'élaboration du PCAET, les consultations de pure forme et le dépôt sans bruit auprès de la Préfecture du PPBE (sans vote du Conseil communautaire après deux retraits) illustrent ce besoin.

Mais une réforme des institutions ne suffira pas à regagner la confiance perdue si les pratiques politiques ne changent pas et si les recours ne sont pas traités avec plus de

diligence. Les élus minoritaires doivent être intégrés avec les égards dus aux citoyens qu'ils représentent et considérés comme des partenaires. Dans ce monde de désinformation et d'isolement, le contact humain est plus que jamais nécessaire pour assurer la cohésion sociale. Parce que seule la présence physique convainc, seule la parole transmet et inspire confiance, le premier niveau politique que constitue le conseil municipal doit être exemplaire. A l'heure où la moitié du Sénat vient d'être renouvelée par un système électoral qui donne le pouvoir à des majorités surreprésentées, il est temps de changer de mentalité et d'encourager de nouvelles pratiques. L'engagement du Président de la République de protéger et soutenir l'action des élus locaux doit s'appliquer à tous les élus.

Anne-France Simon  
ensemblevivonsversailles@gmail.com  
Ensemblevivonsversailles.fr

AVERTISSEMENT : ces textes sont des tribunes librement ouvertes aux groupes qui composent le Conseil municipal. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

## RASSEMBLEMENT POUR VERSAILLES

Vivement le 9 juin !

**N**ul ne pourra contester que la plus grande urgence de cette rentrée soit le pouvoir d'achat. Aucun secteur économique n'est plus protégé du déclassement. Le premier symptôme de notre déclin économique, est bien sûr l'inflation. L'inflation est un véritable impôt qui ne dit pas son nom, un impôt à deux chiffres qui fait exploser nos factures dans nombre de domaines de la vie quotidienne. Les parlementaires du Rassemblement National ne cessent de le proposer : baisse immédiate des taxes sur les carburants et l'énergie, hausse de salaire exonérée de charges, fin de la spoliation du marché européen de l'électricité en le réformant. L'angoisse de la fin du mois et l'inquiétude de la fin de la France ne sont pas des fatalités. *Il est temps de rendre leur argent aux Français !* Après être arrivé en tête des élections européennes de 2019, le RN s'est imposé comme un pôle d'espoir et une force d'alternance, *prouvant qu'une autre politique est possible*, que la grandeur de la France comme le bonheur des Français sont des perspectives

atteignables.

La date de notre prochain rendez-vous avec l'histoire est connue. C'est le 9 juin 2024, avec les élections européennes, rendez-vous démocratique essentiel et fondamental. Ces élections européennes doivent permettre d'envoyer au Parlement européen la délégation française la plus large possible pour défendre les intérêts de la France et des Français.

*Seules élections nationales avant la prochaine présidentielle*, ces élections européennes seront également des élections de mandat, ultime occasion de sanctionner Emmanuel Macron et sa politique.

Face aux forces du renoncement qui vont de Jean-Luc Mélenchon à Emmanuel Macron, le Rassemblement National est le seul mouvement qui rassemble les partisans de la puissance, c'est-à-dire tous ceux qui pensent que la France est encore une grande Nation, et que la recherche de la puissance à la fois industrielle, régaliennne, technologique, culturelle et diplomatique est non seulement *l'antidote au fatalisme*, mais surtout le moyen *d'exister dans la mondialisation*.

Le Rassemblement National défend une *Europe des nations libres* et des *coopérations* fondée sur la *subsidiarité* et les *grands projets*. Véritables lanceurs d'alerte sur le Pacte pour les migrations qui impose la répartition des migrants, sur l'interdiction des véhicules à moteur thermique à horizon 2035, etc. Les députés européens du Rassemblement National sont la seule force d'opposition française aux dérives de la Commission européenne.

L'objectif des prochains mois : *fédérer* tous ceux qui pensent que la France a encore une identité à assumer, une fierté à défendre et une prospérité à conquérir. Rejoignez-nous dès maintenant pour participer à cette campagne passionnante qui s'ouvre et l'emporter face aux forces du renoncement. Tous les élus et cadres du Rassemblement National sont à votre disposition. N'hésitez plus !

#VivementLe9juin

Anne Jacqmin  
Rassemblement pour Versailles  
Anne.jacqmin@versailles.fr

## LE RÉVEIL DÉMOCRATIQUE ET SOLIDAIRE

Démocratie locale réelle, pour le bénéfice de tous.

**D**ans le cadre municipal, la gouvernance par la majorité seule est souvent considérée comme la norme démocratique. Toutefois, cette pratique peut s'avérer limitée et inefficace si elle exclut la participation des élus minoritaires, particulièrement dans des périodes où les orientations prises impactent la ville sur de nombreuses années.

*Primauté de la Consultation Préliminaire :*

Il est fondamental de souligner que la consultation des élus minoritaires en phase initiale d'un projet est plus importante que le vote final de « Oui » ou « Non » sur une résolution. Ignorer cette étape cruciale équivaut à négliger les besoins et les attentes d'une portion significative de la population, ce qui est en totale contradiction avec les principes d'une démocratie saine et efficace.

*Valeur Ajoutée de l'Expertise Spécifique :*

Les élus minoritaires et les citoyennes

et citoyens qui les accompagnent, souvent dotés d'expertises spécifiques dans des domaines tels que l'urbanisme, la sécurité, la petite enfance ou l'écologie réelle, peuvent apporter des contributions substantielles en amont des projets. Leur consultation précoce est particulièrement pertinente dans le contexte du réchauffement climatique, qui impose des changements d'ampleur. Par exemple, des élus minoritaires spécialisés en développement durable, en fiscalité, en sécurité ou en gestion de l'énergie pourraient offrir des solutions novatrices pour des projets urbains, au bénéfice de toute la communauté.

*Légitimité et Efficacité par l'Inclusion :*

L'intégration de toutes les listes du conseil municipal dès la conception d'un projet n'est pas une simple formalité, mais une condition sine qua non pour une gouvernance à la fois efficace et légitime. Cette démarche collaborative en amont renforce non seulement la qualité des décisions, mais elle augmente également la confiance et l'engagement des citoyens.

En résumé, la consultation préliminaire des élus minoritaires transcende en importance le vote final sur les résolutions. Cette démarche en amont, enrichie par des expertises variées, est essentielle pour une gouvernance de qualité et conforme aux principes d'une démocratie robuste.

Les équipes du « Réveil Démocratique et Solidaire » restent pleinement mobilisées et vous invitent à nous rencontrer lors de nos permanences dans le bureau de l'hôtel de ville de Versailles : les mardi et samedi sur rendez-vous, en nous envoyant un mail à :

versailles2020@le-reveil-democratique-et-solidaire.fr

AVERTISSEMENT : ces textes sont des tribunes librement ouvertes aux groupes qui composent le Conseil municipal. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.